



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CREUSE

SECRETARIAT GENERAL AUX
AFFAIRES DEPARTEMENTALES

POLE DES PROCEDURES D'INTERET PUBLIC

ARRETE N° 2010152-08

Arrêté complémentaire

prescrivant à la société SITA Centre Ouest pour son site de Saint-Silvain-Bas-le-Roc, la surveillance initiale dans le cadre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses dans le milieu aquatique

LE PREFET DE LA CREUSE

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu le Code de l'Environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaire et législative du Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement ;

Vu les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre 1 du Livre II du Code de l'Environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockages de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

Vu la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

Vu la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementales provisoires (NQE_p) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

Vu la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport d'étude de l'INERIS N° DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-0768 du 8 juillet 2008 fixant à la société Fayolle & Fils, des mesures provisoires de fonctionnement de son installation de stockage de déchets non dangereux exploitée sur le territoire de la commune de Saint-Silvain-Bas-le-Roc ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-0706 du 22 juin 2009 intégrant le changement de dénomination sociale au profit de Val'Horizon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010141-01 du 21 mai 2010 actant les modifications intervenues dans l'exploitation du site de Saint-Silvain-Bas-le-Roc au profit de la société SITA Centre Ouest ;

Vu le courrier de l'inspection en date du 16 juillet 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le courrier de la société Val'Horizon en date du 7 septembre 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 8 février 2010 ;

Vu l'avis en date du 25 février 2010 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Creuse au cours duquel la société SITA Centre Ouest a été entendue ;

Vu les résultats du rapport établi par la société SGS présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementales dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixés dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer, qualitativement et quantitativement, par une surveillance périodique les rejets de substances dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer, le cas échéant, des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant que l'établissement rejette dans la masse d'eau déclassée FRGR0401, déclassée de par la présence excédentaire de tributylétain ;

Considérant que le tributylétain est mentionné dans les listes des substances en italique des secteurs d'activité du stockage de déchets non dangereux et du traitement de déchets non dangereux (listes respectivement numérotées 3.2 et 3.5 dans l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée) ;

Considérant que les résultats obtenus dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ont fait apparaître la présence d'anthracène, substance dangereuse prioritaire au sens de l'annexe X de la directive 2000/60/CE qui apparaît dans la liste des substances en gras à suivre du sous-secteur d'activité numéroté 3.5 dans l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée et relatif au traitement de déchets non dangereux ;

Considérant que les résultats obtenus dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ont fait apparaître la présence de nickel, d'arsenic, de chrome, de zinc, de pentachlorophénol et de cuivre, substances apparaissant dans les listes des substances en gras à suivre relatives au stockage de déchets non dangereux et du traitement de déchets non dangereux ;

Considérant qu'en application de l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, le Préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ;

Sur proposition du Sous-Préfet d'Aubusson, Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse par intérim ;

ARRETE

Article 1 : Objet

La société SITA Centre Ouest, dont le siège social est situé Zone Artisanale de Conneuil – 6, rue Gaspard Monge – 37270 Montlouis-sur-Loire, doit respecter, pour ses installations de stockage et de broyage de déchets non dangereux, situées sur le territoire de la commune de Saint-Silvain-Bas-le-Roc, les prescriptions du présent arrêté complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs susvisés (et notamment l'arrêté préfectoral n° 2008-0768 du 8 juillet 2008) sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1. Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté.

2.2. Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « eaux résiduaires », pour chaque substance à analyser.

2.3. L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvements et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
 - a. Numéro d'accréditation,
 - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées.
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels.
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté complémentaire.
4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés aux points 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté complémentaire.

2.4. Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2. à 3.6. du document figurant en annexe 3 du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre (en µg/l)
Rejet au milieu naturel des lixiviats traités	Nonylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois	24 h représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1
	Naphtalène			0,05
	Nickel et ses composés			10
	Octylphénols			0,1
	Arsenic			5
	Chrome			5
	Zinc			10
	Cadmium et ses composés			2
	Mercure et ses composés			0,5
	Anthracène			0,01

Pentachlorophénol	0,1
Plomb et ses composés	5
Cuivre et ses composés	5
Tributylphosphate (phosphate de tributyle)	0,1
Benzène	1
Diuron	0,05
Isoproturon	0,05
Toluène	1
Hexachlorocyclohexane (alpha isomère)	0,02
Tributylétain cation	0,02
Dibutylétain cation	0,02
Monobutylétain cation	0,02
Trichloroéthylène	0,5
Biphényle	0,05
Chloroforme	1
Ethylbenzène	1
PCB 153	0,01
Atrazine	0,03
Simazine	0,03
Xylènes (somme o,m,p)	2
Hexachlorocyclohexane (gamma isomère – lindane)	0,02
Hexachlorobutadiène	0,5
Diphényléther polybromés (BDE 47, 99, 100, 154, 153, 183, 209)	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.
Tétrachloroéthylène	0,5
Tétrachlorure de carbone	0,5

La DCO et les MES seront analysées selon les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté complémentaire afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification de chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;

- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même les prélèvements des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1. et 3.2. qui la composent sont tous les deux respectés) :
 1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
 2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2. du document figurant à l'annexe 3 du présent arrêté complémentaire ;
 3.
 - 3.1. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, dans l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;
 - ET 3.2. Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la suite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets – Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

Article 7 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société SITA Centre Ouest.

Article 8 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif :

1 – par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ; il peut également, dans ce délai, saisir le Préfet d'un recours administratif, cette démarche ne prolongeant pas le délai de recours contentieux de deux mois ;

2 – par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 9 : Publicité

Il sera fait application des dispositions de l'article R. 512-39 du Code de l'Environnement pour l'information des tiers :

- copie de l'arrêté complémentaire sera déposée en mairie de Saint-Silvain-Bas-le-Roc et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie de Saint-Silvain-Bas-le-Roc, pendant une durée minimale d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Creuse.

Article 10 : Exécution

Le Sous-Préfet d'Aubusson, Secrétaire Général de la Préfecture de la Creuse par intérim, le Maire de Saint-Silvain-Bas-le-Roc et l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera adressée à :

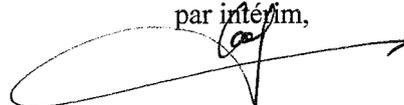
- M. le Maire de Saint-Silvain-Bas-le-Roc,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Creuse de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Limousin,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Limousin,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Creuse,
- Mme la Déléguée Territoriale de la Creuse de l'Agence Régionale de Santé du Limousin,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Mme le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles.

Pour copie conforme

Pour le Préfet et par délégation
l'Attaché Principal,
Chef de Bureau


Thierry REMUZON

Fait à Guéret, le 1^{er} juin 2010
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet d'Aubusson,
Secrétaire Général de la Préfecture
par intérim,



Jean-Paul MOSNIER

